

Fermeture De L'entreprise
www.doingbusiness.org

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de votre participation au projet *Doing Business* de la Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale. Le rapport publié l'année dernière, *Doing Business 2008*, fut un grand succès reconnu dans plus de 3500 articles de presse, et ceci grâce à la contribution de 5000 experts dans 178 pays. Depuis sa création en 2004, le rapport *Doing Business* a inspiré plus de 113 réformes d'ordre légal et administratif. Ces réformes facilitent l'activité des entreprises dans des pays aussi divers que l'Égypte et l'Estonie.

Grâce à ces réformes, plus d'entreprises sont en train de se former. Tel est le constat de *Doing Business 2008*. Votre participation a été indispensable à ce succès.

Pour le rapport *Doing Business 2009*, nous sommes très heureux de pouvoir compter sur votre expertise. Nous aimerions savoir si des réformes législatives ou réglementaires affectant le droit des procédures collective ont été introduites depuis juin 2007.

Nous vous remercions de bien vouloir renvoyer le questionnaire dûment rempli dans les prochains 20 jours, au plus tard le 14 février 2008 à Joanna Nasr (jnasr@worldbank.org). Nous demeurons à votre entière disposition pour toute question concernant ce questionnaire.

Vous trouverez de nombreuses informations complémentaires ainsi que toutes les données sur notre site internet : www.doingbusiness.org. Nous aimerions aussi vous faire part du lancement de blog sur le projet *Doing Business* en anglais : <http://blog.doingbusiness.org>

Nous vous remercions à nouveau de votre précieuse contribution au projet de la Banque Mondiale.

Veuillez bien agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.



Ms. Rita Ramalho
rramalho@worldbank.org
Tel: +1 (202) 458-4139
Fax: +1 (202) 473-5758



Mr. Bryan Welsh
bwelsh@worldbank.org
Tel: +1 (202) 458-5117
Fax: +1 (202) 473-5758



Ms. Joanna Nasr
jnasr@worldbank.org
Tel: +1 (202) 458-0893
Fax: +1 (202) 473-5758

Comment Procéder:

1. Veuillez passer en revue les données de l'étude de cas pour mieux comprendre le contexte du questionnaire.
2. Prière de mettre à jour vos informations de contact en indiquant celles que vous voudriez que nous publiions, ainsi que les informations concernant ceux qui ont contribué à ce questionnaire.
3. Prière également de compléter le questionnaire et d'écrire dans les espaces assignés toutes réformes ou changements administratifs qui auraient lieu entre juin 2007 et juin 2008. Veuillez aussi fournir des explications détaillées sur toute modification des données actuelles.
4. Pour votre convenance nous avons fourni les réponses de l'année dernière. Pour certaines questions ; aucune réponse n'a été fournie vu qu'elles sont nouvelles.

Etude de cas

Le questionnaire analyse la période, le coût et les résultats de la procédure de faillite d'une entreprise afin d'évaluer le taux de recouvrement récupéré par les créanciers.

Prière de lire soigneusement les données suivantes parce qu'elles sont importantes pour mieux comprendre le contexte du questionnaire.

Mirage est une société locale qui exploite un hôtel à MostPopulousCity. Mirage emploie 201 personnes et son seul actif est la propriété immobilière utilisée comme hôtel. Le revenu annuel de la société a été de LCU Revenue en moyenne au cours des trois dernières années. Le 1er janvier 2003, Mirage a contracté un emprunt pour 10 ans auprès de BizBank, banque an Australian. Le prêt a été garanti par la propriété hôtelière. Le montant total non encore remboursé de la dette s'élève à 136 unités. BizBank détient 74 % de la dette totale de Mirage, les créanciers chirographaires (ex : fournisseurs, administration fiscale et employés) détiennent le solde de la dette, soit 26%.

Dans les pays qui autorisent les charges flottantes, BizBank sera détentrice d'une charge flottante contre l'hôtel. Si le pays n'autorise pas une charge flottante, mais que les contrats contiennent habituellement une disposition similaire, par exemple en accordant au prêteur des droits sur les bénéfices ou tout autre flux de bénéfices ou autres avantages financiers futurs dérivés de la garantie, vous partirez de l'hypothèse que cette disposition est inscrite dans le contrat liant BizBank à Mirage.

Le fondateur de Mirage, M. Douglas, possède 51% du capital de la société et est président du conseil d'administration. Aucun autre actionnaire ne détient plus de 5% des droits de vote. La société a un directeur général professionnel. Mirage a 50 fournisseurs et est redevable à chacun d'entre eux du prix de leur dernière livraison. Notons que dans le présent scénario toutes les parties sont des personnes physiques ou morales de nationalité Australian ; aucune personne physique ou morale étrangère n'est impliquée.

Nous sommes aujourd'hui le 1er janvier 2008. Pendant les trois dernières années, Mirage a respecté tous les termes de ses emprunts et a effectué tous les paiements échus dans les délais. Cependant, à la fin de l'année 2007, Mirage a enregistré des pertes d'exploitation imprévues en raison de la détérioration du marché. Suite à cela, Mirage ne sera pas en mesure d'honorer la prochaine échéance du prêt consenti par BizBank, à échoir demain, le 2 janvier.

Considérant que :

L'Hôtel :

1. Le solde du prêt accordé par BizBank est exactement égal à la valeur marchande de l'hôtel.
2. La société estime que ses pertes d'exploitation continueront en 2008 comme en 2009.
3. La société s'attend à disposer d'un solde net négatif (c. à d. que la valeur du passif sera supérieure à celle de l'actif) en 2008 et en 2009.
4. L'hôtel est la seule source de revenus de Mirage.

5. La trésorerie sur laquelle la société pense pouvoir s'appuyer en 2008 couvrira tous les frais d'exploitation, y compris le règlement des fournisseurs, les salaires, les coûts d'entretien et les impôts. Elle ne sera pas suffisante pour rembourser le principal ou payer les intérêts du prêt consenti par BizBank.
6. En dehors du prêt de BizBank, Mirage est en mesure d'honorer ses autres échéances.
7. La valeur de Mirage en exploitation (100% de la valeur marchande de l'hôtel) est plus élevée que celle du total de ses actifs si ces derniers sont vendus individuellement dans le cadre d'une liquidation par voie de cession d'actifs (70% de la valeur marchande de l'hôtel). Le prix de vente de l'hôtel en exploitation couvrirait le montant dû à BizBank, mais il ne resterait plus rien pour payer les autres créanciers.

Ce que veut chacune des parties intéressées :

1. BizBank désire recouvrer la part la plus grande possible des fonds prêtés, dans les plus brefs délais et en minimisant les frais de recouvrement. Elle veut également s'assurer que sa créance est prioritaire sur celle des autres créanciers.
2. Les créanciers chirographaires feront tout ce qui est légalement en leur pouvoir pour éviter que les différents éléments de l'actif soient vendus séparément. Ils recourront à toutes les stratégies juridiques disponibles en vue de retarder la procédure.
3. M. Douglas veut maintenir la société en exploitation et sous son contrôle, mais peu lui importe le sort de la direction actuelle.
4. La direction veut maintenir la société en exploitation, mais elle veut aussi se maintenir en place. Les autres parties intéressées ne se sentent pas concernées par le sort de la direction.

Ce que chacune des parties intéressées savent :

1. BizBank prendra conscience des difficultés de Mirage lorsque celle-ci n'honorera pas sa dette (qui arrive à échéance le 2 janvier). Cependant, la banque ne connaîtra pas l'ampleur des difficultés rencontrées par Mirage tant que la société n'aura pas communiqué son rapport annuel le 31 mars. Notez que BizBank gère les comptes en banque de l'hôtel et peut donc, grâce à son accès au dossier de Mirage, identifier tous les fournisseurs et créanciers potentiels de la société en consultant la liste de ses paiements et de ses recettes.
2. La direction de Mirage a connaissance de toutes les informations susmentionnées et, par conséquent, a un avantage qui peut lui permettre d'agir sur la base des informations qu'elle seule connaît.
3. Aucune des autres parties intéressées ne connaîtra la situation financière réelle de la société avant la communication du rapport annuel le 31 mars.

Information Générale Existante:

	Veuillez mettre à jour vos coordonnées, si nécessaire.	Souhaitez- vous que les informations suivantes soient publiées?
Civilité (M., Mme, etc.)	[]	<input type="checkbox"/>
Nom	[] (prénom) [] (nom de famille)	<input type="checkbox"/>
Fonction	[]	<input type="checkbox"/>
Société	[]	<input type="checkbox"/>
Adresse postale	[] (numéro et rue) [] (ville) [] (état/province) [] (pays) [] (code postal)	<input type="checkbox"/>
Téléphone	[]	<input type="checkbox"/>
Portable	[]	<input type="checkbox"/>
Fax	[]	<input type="checkbox"/>
Courrier électronique	[]	<input type="checkbox"/>
Site Internet	[]	<input type="checkbox"/>

Autres Contributeurs:

	Nom	Société et fonction	Courrier électronique	Numéros de téléphone
1^{er} participant	[] (prénom) [] (nom de famille)	[] (Cabinet) [] (position)	[]	[]
2^{ème} participant	[] (prénom) [] (nom de famille)	[] (Cabinet) [] (position)	[]	[]
3^{ème} participant	[] (prénom) [] (nom de famille)	[] (Cabinet) [] (position)	[]	[]
4^{ème} participant	[] (prénom) [] (nom de famille)	[] (Cabinet) [] (position)	[]	[]
5^{ème} participant	[] (prénom) [] (nom de famille)	[] (Cabinet) [] (position)	[]	[]

Mise à jour des indicateurs

I. Réformes																			
a.	Y a-t-il eu des réformes en droit des procédures collectives qui sont entrées en vigueur entre juin 2007 et ce jour ? <input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N Si oui, merci d'indiquer la date de la réforme, les lois et/ou règlements affectées, ainsi que les objectifs et principales caractéristiques de la réforme. []																		
b.	Si vous avez répondu Oui à la question I(a), lesdites réformes sont-elles susceptibles d'affecter : <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td>• Les types de procédures collectives disponibles (liquidation, redressement, etc.)</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• La durée de la procédure de faillite</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• Le coût de la procédure de faillite</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• L'ordre de priorité des paiements dans les procédures de liquidation</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• La probabilité d'une cession totale de l'entreprise dans les procédures de liquidation</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• La probabilité d'une cession totale de l'entreprise dans le cadre d'une procédure d'exécution de la dette garantie</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• La probabilité qu'un plan de redressement soit approuvé</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• La probabilité que la direction soit licenciée suite aux procédures de redressement</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> <tr> <td>• Conditions professionnelles ou académiques pour la position d'administrateur</td> <td style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N</td> </tr> </table> Si oui, veuillez expliquer: []	• Les types de procédures collectives disponibles (liquidation, redressement, etc.)	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• La durée de la procédure de faillite	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• Le coût de la procédure de faillite	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• L'ordre de priorité des paiements dans les procédures de liquidation	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• La probabilité d'une cession totale de l'entreprise dans les procédures de liquidation	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• La probabilité d'une cession totale de l'entreprise dans le cadre d'une procédure d'exécution de la dette garantie	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• La probabilité qu'un plan de redressement soit approuvé	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• La probabilité que la direction soit licenciée suite aux procédures de redressement	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N	• Conditions professionnelles ou académiques pour la position d'administrateur	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N
• Les types de procédures collectives disponibles (liquidation, redressement, etc.)	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• La durée de la procédure de faillite	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• Le coût de la procédure de faillite	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• L'ordre de priorité des paiements dans les procédures de liquidation	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• La probabilité d'une cession totale de l'entreprise dans les procédures de liquidation	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• La probabilité d'une cession totale de l'entreprise dans le cadre d'une procédure d'exécution de la dette garantie	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• La probabilité qu'un plan de redressement soit approuvé	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• La probabilité que la direction soit licenciée suite aux procédures de redressement	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
• Conditions professionnelles ou académiques pour la position d'administrateur	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N																		
c.	Est-il probable que des modifications de la législation en matière de faillite soient adoptées d'ici juin 2008? <input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> N Si oui, veuillez détailler les changements attendus []																		

I. Stratégie de Mirage : Procédure, Résultat, Délai Coût et Système Juridique :	
Prière de répondre aux questions suivantes en fonction de votre expérience personnelle, des lois dans votre pays et des hypothèses de la présente étude de cas.	
1. Procédure	
a.	Choix de la procédure de faillite. Selon nos informations, la procédure la plus vraisemblable pour Mirage est : Procédure . Cette réponse peut procéder d'une réconciliation entre les réponses fournies par plusieurs participants à l'enquête. Si vous pensez que cette réponse est incorrecte, merci de bien vouloir indiquer la procédure applicable, selon vous, dans le cas de Mirage. A moins que les éléments énoncés dans l'étude de cas ne nécessitent plusieurs procédures parallèles, veuillez ne sélectionner qu'une seule procédure. <ul style="list-style-type: none"> • <input type="checkbox"/> Une procédure d'exécution de la dette ou de saisie du bien hypothéqué qui ne peut pas être interrompue par l'introduction des procédures de faillite. Ces dernières peuvent être conduites parallèlement, ou après la vente de l'hôtel. • <input type="checkbox"/> Une procédure de redressement. Cochez également cette case si Mirage fait l'objet d'une procédure dont la première étape consiste en une tentative de redressement. • <input type="checkbox"/> Une procédure de redressement (ou une tentative de redressement) qui n'est pas couronnée de succès et Mirage doit en fin de compte faire l'objet d'une liquidation judiciaire. • <input type="checkbox"/> Une procédure de liquidation judiciaire, selon une seule procédure de faillite qui aboutit directement à la liquidation judiciaire de Mirage. Si vous n'êtes pas d'accord avec la réponse de synthèse, merci de bien vouloir expliquer votre raisonnement : []
b.	Procédure Finale. Dans la majorité des cas, est-ce que la procédure indiquée ci-dessus serait convertie à une autre procédure (c.-à-d. réorganisation en liquidation en cas d'échec après un an)? Si oui, veuillez indiquer la raison du changement et ce que serait la procédure finale. []

- c. **Type de sûreté détenue par Bizbank.** Merci de bien vouloir indiquer le type de sûreté que Bizbank est susceptible de détenir auprès de Mirage (ex : hypothèque de terrain et de bâtiment, nantissement de fond de commerce, charge flottante, etc.) et indiquez auxquels des actifs de Mirage s'applique cette sûreté (ex : le terrain et le bâtiment, ou tous les actifs actuels et futurs, etc.).
[]

2. Résultat

- a. **L'hôtel continuera-t-il son exploitation à l'issue de la procédure ?** Selon nos données, Le résultat le plus vraisemblable dans ce cas est :
- L'hôtel met fin à son exploitation et les actifs de Mirage sont divisés et vendus (dans le cadre d'une procédure d'exécution des dettes/saisie du bien hypothéqué, d'une liquidation judiciaire ou d'une tentative de redressement infructueuse aboutissant à une liquidation par éclatement de l'actif).
 - La procédure est couronnée de succès et l'hôtel continue son exploitation (à l'issue d'une cession totale résultant d'une procédure de liquidation, d'un redressement fructueux ou d'une procédure d'exécution).

Cette réponse peut procéder d'une réconciliation entre les réponses fournies par plusieurs participants à l'enquête. Si vous pensez que cette réponse est incorrecte, merci de bien vouloir expliquer : []

- b. **La société conserve-t-elle les mêmes propriétaires et la même direction à l'issue de la procédure ?**

Veillez indiquer si :

- Il est possible que Mirage reste entre les mains des mêmes propriétaires à l'issue de la procédure.
O N
- Il est possible que la direction de Mirage reste la même à l'issue de la procédure.
O N

Merci de bien vouloir expliquer votre raisonnement : []

3. Délai

- a. **Délai pour déclarer faillite.** Veuillez indiquer le délai à partir du jour de cessation de paiement par Mirage au jour où BizBank applique pour la mise en faillite.

A). Durée Minimale []

B). Durée Maximale []

C). Durée Moyenne []

- b. **Quelle est la durée de la procédure ?**

- Y a-t-il un sursis automatique sur les capitaux de Mirage ou un délai juridiquement mandaté pendant lequel BizBank est empêchée de déposer une plainte contre Mirage? O N
- Qui sera nommé pour diriger Mirage ?
 - Un administrateur judiciaire O N
 - Un liquidateur O N
 - Autres, veuillez préciser [] O N
- Est-ce-que cette nomination est émise par une décision judiciaire ? O N
- Si la nomination est émise par le tribunal, les parties intéressées peuvent-elles faire appel de cette nomination? O N

Si oui à l'une des questions ci-dessus, veuillez décrire []

Le temps nécessaire, selon nos informations, pour mener à bien les procédures qui se déroulent entre le jour de la cessation de paiements par Mirage et l'une des dates suivantes :

- i. **La date à laquelle l'avenir de Mirage est fixé soit(1) la date de la cession totale de l'entreprise ; soit (2) de la cession d'actif ; ou (3) de l'approbation d'un plan de redressement dans le cas d'un redressement réussi) :**

A) **MinTime** mois, s'il n'y a pas de contestation des créances, d'appel ou autres complications ;

B) **MaxTime** mois, si toutes les parties intéressées, à l'exception de BizBank, tentent de retarder la procédure. Cette réponse peut procéder d'une réconciliation entre les réponses fournies par plusieurs participants à

l'enquête. Si vous pensez que cette réponse est incorrecte, merci de proposer une nouvelle estimation :
 A) [] mois, s'il n'y a pas de contestation des créances, d'appel ou autres complications ;
 B) [] mois, si toutes les parties intéressées, à l'exception de BizBank, tentent de retarder la procédure.
 C) [] mois, très probablement

Si vous n'êtes pas d'accord avec la réponse de synthèse, merci d'expliquer en quoi celle-ci est incorrecte :
 []

Quelles sont les manœuvres dilatoires probablement utilisées ? []

ii. **La date à laquelle Bizbank reçoit le paiement qui lui est dû :**

A) **MinTime** s, s'il n'y a pas de contestation des créances, d'appel ou autres complications ;
 B) **MaxTime** mois, si toutes les parties intéressées à l'exception de BizBank tentent de retarder la procédure.
 C) **AvgTime** mois, très probablement

Cette réponse peut procéder d'une réconciliation entre les réponses fournies par plusieurs participants à l'enquête. Si vous pensez que cette réponse est incorrecte, merci de proposer une nouvelle estimation :

A) [] mois, s'il n'y a pas de contestation des créances, d'appel ou autres complications ;
 B) [] mois, si toutes les parties intéressées à l'exception de BizBank tentent de retarder la procédure.
 C) [] mois, très probablement

Si vous n'êtes pas d'accord avec la réponse, merci d'expliquer en quoi celle-ci est incorrecte : []

Quelles sont les manœuvres dilatoires probablement utilisées ? : []

4. Coût

a. **Quel est le coût total de la procédure ?** Selon nos données, le coût estimé pour l'ensemble de la procédure, y compris tous les droits et honoraires, exprimé en pourcentage de la valeur de la société au 1^{er} janvier, s'élève à : **Cost%**.

Cette réponse peut procéder d'une réconciliation entre les réponses fournies par plusieurs participants à l'enquête. Si vous pensez que cette réponse est incorrecte, merci de proposer une nouvelle estimation :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Inférieur à 2 % | <input type="checkbox"/> Entre 18 % et 25 % |
| <input type="checkbox"/> Entre 2 % et 5 % | <input type="checkbox"/> Entre 25 % et 33 % |
| <input type="checkbox"/> Entre 5 % et 8 % | <input type="checkbox"/> Entre 33 % et 50 % |
| <input type="checkbox"/> Entre 8 % et 11 % | <input type="checkbox"/> Entre 50 % et 75 % |
| <input type="checkbox"/> Entre 11 % et 18 % | <input type="checkbox"/> Entre 75 % et 100 % |
| <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser) : [] | |

Merci d'expliquer pourquoi la réponse vous semble incorrecte : []

Merci, d'indiquer le montant du coût calculé jusqu'au moment où le sort de Mirage est fixé (s'il diffère du montant susmentionné) : []

5. Système Juridique

a. **Quelle est la fréquence de recours aux lois sur les faillites ou procédures collectives ?** Veuillez estimer combien de procédures collectives sont engagées chaque année : []

b. **Probabilité de recours à un arrangement informel?** Merci de formuler des observations sur la probabilité que Mirage opte pour un arrangement informel de sauvetage ou de restructuration de sa dette plutôt que pour une procédure collective telle qu'organisée par la loi : []

c. **Type de tribunal.** Veuillez indiquer le nom du tribunal en charge de la procédure (s'il y a participation du tribunal) [], et veuillez indiquer le nombre de juges dans ce tribunal. []

d. Le tribunal et le système juridique de votre pays ont-ils les caractéristiques suivantes?

- | | | |
|--|----------------------------|----------------------------|
| • Option pour une procédure d'insolvabilité sans recours au tribunal | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Tribunal de commerce spécialisé | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Tribunal spécialisé pour les procédures de faillite | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Les créanciers peuvent nommer un administrateur | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Délais fixes pour faire appel aux procédures | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Délais statutaires fixes pour les procédures de faillite | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • L'utilisation d'Internet pour l'affichage des décisions et la publicité des enchères | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Permet les charges flottantes | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |
| • Des exigences spéciales pour les fiduciaires | O <input type="checkbox"/> | N <input type="checkbox"/> |

Droit applicable.

Selon nos données, les procédures de faillite dans votre pays sont régies par la loi ou les lois suivante(s) :

Laws

Si cette réponse vous semble incorrecte, merci de préciser (le nom de la loi dans sa version originale ainsi qu'en anglais si possible) : []

Références

Le projet Doing Business porte sur plusieurs aspects de la réglementation des entreprises, depuis leur création jusqu'à leur fermeture. Merci de bien vouloir nous indiquer si vous aimeriez contribuer à un ou plusieurs des sujets suivants en plus de ce questionnaire, ou si vous souhaiteriez nous recommander l'un de vos collègues.

Oui, je souhaiterais contribuer au sujet suivant :

Non, mais je souhaiterais recommander :

	Nom	Cabinet et position	Coordonnées de cette personne
<input type="checkbox"/> Création d'entreprises	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Octroi de licences/ permis de construire (peut inclure ingénieurs et architectes)	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (phone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Embauche des travailleurs	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Transfert de propriété	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Obtention de prêts	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Protection des investisseurs (Droit des sociétés et valeurs mobilières/droit boursier)	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Exécution des contrats	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Fermeture d'entreprise	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (phone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Transparence (peut inclure ONGs, professeurs d'universités)	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Commerce transfrontalier (peut inclure transitaires, compagnies logistique, importateurs et exportateurs)	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)
<input type="checkbox"/> Infrastructure/Electricité (peut inclure architectes, ingénieurs, personnel d'utilités électriques)	[] (Prénom) [] (Nom)	[] (Cabinet) [] (position)	[] (téléphone) [] (e-mail)

Autres commentaires: []

Merci infiniment!

Nous vous remercions pour votre collaboration avec le projet *Doing Business* de la Banque mondiale/SFI. Les résultats apparaîtront dans le rapport *Doing Business* 2009 ainsi que dans le site internet <http://www.doingbusiness.org>. Votre contribution sera reconnue dans notre publication et site internet.